



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie
Points de vue | 2008

Quelques grammes d'histoire pour des tonnes de riz : produire plus suffira-t-il à éradiquer la faim dans le monde ?

Ben Wisner et Jean-Christophe Gaillard



Éditeur

Réseau « Développement durable et territoires fragiles »

Édition électronique

URL : [http://](http://developpementdurable.revues.org/6663)

developpementdurable.revues.org/6663

DOI : [10.4000/developpementdurable.6663](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.6663)

ISSN : 1772-9971

Référence électronique

Ben Wisner et Jean-Christophe Gaillard, « Quelques grammes d'histoire pour des tonnes de riz : produire plus suffira-t-il à éradiquer la faim dans le monde ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Points de vue, mis en ligne le 06 novembre 2008, consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://developpementdurable.revues.org/6663> ; DOI : [10.4000/developpementdurable.6663](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.6663)

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2016.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Quelques grammes d'histoire pour des tonnes de riz : produire plus suffira-t-il à éradiquer la faim dans le monde ?

Ben Wisner et Jean-Christophe Gaillard

- 1 Selon le Secrétaire Général de L'ONU, Ban-Ki Moon, rien n'est plus humiliant que la faim. Cette déclaration fut un des temps forts de la conférence mondiale sur la sécurité alimentaire tenue au mois de juin dernier à Rome. A cette occasion, les délégués de 181 États réunis en Italie ont débattu des causes de la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'insécurité alimentaire à laquelle font face des millions de familles de par le monde. A l'issue de cette rencontre au sommet, un consensus semble pointer la faiblesse des investissements agricoles comme la cause première de la crise actuelle. Depuis la croissance de la productivité observée dans les années 1960 et 1970, les investissements en matière de technologies agricoles ont en effet reculé.
- 2 La déclaration de clôture de la conférence de Rome souligne qu'un milliard de dollars est nécessaire à court terme pour relancer les investissements directs dans le domaine agricole et apporter une aide d'urgence accrue aux pays dans le besoin. Dans le même temps, les responsables de la Banque de Développement Islamique réunis à Jeddah ont débloqué 1,5 milliard de dollars pour stimuler l'agriculture au sein des pays musulmans les plus pauvres, notamment le Niger et la Mauritanie.
- 3 Il ne fait aucun doute que la hausse rapide du prix des denrées alimentaires menace la santé et le bien-être de centaines de millions d'individus. La stabilité politique de nations déjà fragilisées par des conflits récents tels le Liberia ou le Kenya est également menacée. Le coût croissant des denrées alimentaires essentielles est aussi un des facteurs à l'origine des récentes émeutes en Afrique du Sud. Ban-Ki Moon a bien raison : il est humiliant de devoir acheter le riz nécessaire à la survie de sa famille par tasse quotidienne plutôt que par sac mensuel.
- 4 Pour mieux comprendre la situation actuelle et faciliter la digestion des décideurs et donateurs réunis à Rome dont les discussions ont porté sur des tonnes de riz et des

millions d'euros ou de dollars, quelques grammes d'histoire semblent nécessaires. Relancer les investissements agricoles pour stimuler la production alimentaire n'est pas une stratégie nouvelle. Au cours des années 1980, de nombreux pays d'Afrique ont ainsi adopté la politique de lutte contre la faim dite de « la production d'abord ». Cette stratégie s'est avérée un échec à l'image des résultats obtenus au Kenya, en Tanzanie, au Zimbabwe, au Mozambique, au Botswana et au Lesotho. Les raisons de cet échec sont développées dans l'ouvrage « *Power and Needs in Africa* » (Wisner, 1988).

- 5 Les investissements destinés en premier lieu à accroître les récoltes, faciliter la mécanisation et développer l'irrigation ont finalement profité aux exploitants agricoles les plus riches et à quelques propriétaires d'exploitations de taille moyenne. En parallèle, l'afflux de capitaux a bénéficié à une armée de consultants étrangers grassement payés ainsi qu'aux entrepreneurs et autres fabricants de machines agricoles. La hausse des investissements a effectivement contribué à accroître les productions agricoles. Cependant, en parallèle, la faim a également progressé parmi les paysans les plus pauvres délaissés par la modernisation de l'agriculture car ils ne possédaient pas de terres ou des terres trop petites, car ils étaient trop éloignés des centres de décision, ou car ils ne pouvaient accéder au crédit. 90% des investissements ont ainsi profité aux 10% des exploitants les plus riches.
- 6 On peut donc se demander si, en 2008 et durant la décennie qui vient, une forte hausse des investissements dans le domaine agricole permettra d'atteindre le premier des Objectifs du Millénaire pour le Développement : réduire la faim dans le monde et diminuer de moitié le nombre d'individus vivant avec moins de un dollar par jour d'ici 2015 ? La faiblesse des investissements dans le domaine agricole est-elle la cause première de la faim ? La réponse est clairement non.
- 7 Au Malawi, durant ces dernières années, l'État a favorisé la diffusion d'engrais. Ce programme a bien permis d'accroître la production de maïs qui constitue la base de l'alimentation locale mais des difficultés politiques au sein du parlement et une mauvaise gouvernance mettent aujourd'hui à mal la politique gouvernementale. Les paysans restent sous la menace non seulement des variations climatiques mais aussi et surtout de la distribution irrégulière et incertaine des engrais. Dans un contexte de pauvreté rurale durable, la couverture forestière est mise sous pression par les paysans les plus pauvres pour qui la vente de charbon de bois permet de compléter leurs maigres revenus quotidiens. À long terme, l'apport d'engrais ne pourra compenser l'érosion des sols induite par la déforestation. De plus, le Malawi ne sera sans doute pas en mesure de maintenir ses subventions d'entrants agricoles sans aide étrangère.
- 8 Les tentatives de modernisation de l'agriculture sont également mises à mal par les politiques concurrentes du Fonds Monétaire International et de l'Organisation Mondiale du Commerce. Aux Philippines, d'importants investissements au cours des années 60 et 70 ont permis une hausse rapide des récoltes de riz et l'autosuffisance alimentaire. Cependant, suite au programme d'ajustements structurels initié à la fin des années 80, l'État a dû lever tout contrôle sur les prix du riz et stopper ses aides aux agriculteurs. En parallèle, l'ouverture du marché local aux produits agricoles subventionnés en provenance des Etats-Unis, d'Europe ou du Japon a constitué une concurrence déloyale pour des milliers de petits exploitants privés de ressources. Aujourd'hui, bien que le très innovant International Rice Research Institute soit basé aux Philippines, la plupart des petits paysans du pays continuent de lutter avec des moyens rudimentaires pour subvenir à leurs besoins quotidiens.

- 9 Les causes de la récente flambée des prix des denrées alimentaires sont multiples. Elles incluent notamment la sécheresse qui a très fortement limité les récoltes en Australie, un des principaux exportateurs mondiaux, et la demande accrue en céréales fourragères pour répondre au développement à l'échelle planétaire d'une classe moyenne plus grosse consommatrice de viande. La conversion de terres agricoles et la diversion des céréales au profit des bio-carburants, la spéculation sur les stocks et la hausse du prix du pétrole sont également pointées du doigt.
- 10 Les investissements dans l'agriculture ne résoudront pas tous ces problèmes.
- 11 Si les délégués réunis à Rome sont réellement désireux de lutter contre la faim et non pas seulement favoriser les intérêts des grands groupes chimiques et ceux des sociétés spécialisées dans l'ingénierie agricole, ils devront tenter de soutenir les petits producteurs du monde entier et promouvoir un juste accès à la terre. Ils devront financer les investissements dans le domaine de la santé et de la conservation des sols. Dans le même temps, il est effectivement essentiel de fournir l'aide alimentaire nécessaire pour éviter que les enfants des paysans les plus pauvres abandonnent l'école. Dans des pays comme la Corée du Nord et la Somalie, l'aide alimentaire est une question de vie ou de mort alors que l'achat et la distribution de nourriture sont devenus beaucoup plus chers pour le Programme Alimentaire Mondial.
- 12 La crise des prix des denrées alimentaires ne doit cependant pas être confondue avec la crise de la faim. En 1978, l'ouvrage de Susan George intitulé « *Comment meurt l'autre moitié du monde* » (George, 1978) dénonçait comment l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) favorisait les intérêts des grandes sociétés de fabrication de machines agricoles et vantait les mérites des groupes chimiques producteurs d'engrais. Dans les années 1980, Frances Moore Lappé, auteur de « *Diet for a Small Planet* », exposait « les mythes de la faim », notamment le besoin d'accroître la production agricole. En guise d'alternative, Moore Lappé et son ONG prônait la démocratie comme remède à la faim (Moore Lappé, 1985). Le lauréat du prix Nobel d'économie 1998, Amartya Sen, a également démonté le mythe de la production dans son ouvrage « *Poverty and Famines* » (Sen, 1981).
- 13 Ces leçons d'histoire ne doivent pas être oubliées. Profitons au contraire de l'opportunité offerte par la crise actuelle pour amorcer un changement radical dans la manière de soutenir les petits paysans en s'appuyant sur leurs connaissances et leurs compétences locales, tout en favorisant leur accès aux services médicaux, à l'enseignement pour leurs enfants, à l'eau potable, et au crédit. Il est en parallèle crucial de lever les barrières douanières et les subventions américaines, européennes et japonaises qui bloquent l'accès aux marchés du Nord pour les petits paysans du Sud.

BIBLIOGRAPHIE

George S. (1978) *Comment meurt l'autre moitié du monde*. Paris : R. Laffont, 487p.

Moore Lappé F. (1985) *Diet for a small planet*. New York : Ballantine Books, 301p.

Sen A. (1981) *Poverty and famines : an essay on entitlement and deprivation*. Oxford : Oxford University Press, 270p.

Wisner B. (1988) *Power and needs in Africa*. Londres : Earthscan, Londres, 256p.

RÉSUMÉS

Cet article interroge les conclusions de la récente conférence de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale tenue en juin 2008. Il remet en cause les stratégies qui visent à accroître les investissements dans le domaine de l'agriculture pour faire face à la faim dans le monde. La discussion s'appuie sur des exemples africains et asiatiques.

This article questions the conclusions of the recent world food security conference held in Rome in June 2008. It challenges the strategy which aims at increasing investments in the agricultural sector as a response to widespread hunger. The discussion relies on examples from Africa and Asia.

INDEX

Mots-clés : productivité, sécurité alimentaire, investissements agricoles, Conférence de Rome

Keywords : productivity, food security, farming investments, Rome conference

AUTEURS

BEN WISNER

Ben Wisner est chercheur associé à London School of Economics, Beijing Normal University et Oberlin College (USA). Ses travaux portent sur des solutions locales à la gestion des risques et à la satisfaction des besoins élémentaires. Il est l'auteur principal d'*At Risk*, (2^{ème} édition, Routledge, 2004) et *Power and Need in Africa* (Earthscan, 1988), et co-auteur de *Towards a New Map of Africa* (Earthscan, 2006) et *Disaster Risk Reduction: Cases from Urban Africa* (Earthscan, 2008).

bwisner@igc.org

JEAN-CHRISTOPHE GAILLARD

Jean-Christophe Gaillard est membre de l'UMR 5194 Pacte – CNRS et Visiting Professor à University of the Philippines Diliman. Il s'intéresse aux causes des catastrophes et aux moyens locaux d'y remédier. Il travaille également sur la dimension ethnique et culturelle des désastres et la reconstruction post-catastrophe. Site internet : <http://jc.gaillard.monsite.orange.fr/> jean-christophe.gaillard@ujf-grenoble.fr